

# PARLONS ÉLECTIONS

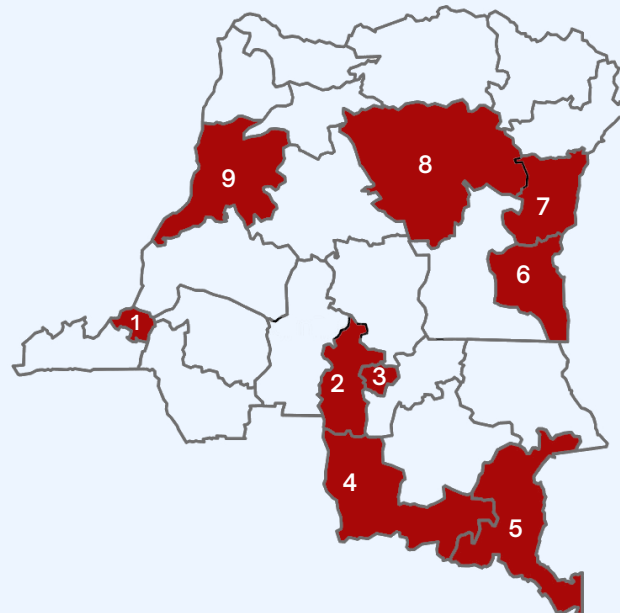


EDITION N°1

22 JUILLET - 2 AOUT 2022

## ZONES D'INTERVENTION DU PROJET

- 1 Kinshasa
- 2 Kasai-Central
- 3 Kasai-Oriental
- 4 Lualaba
- 5 Haut-Katanga
- 6 Sud-Kivu
- 7 Nord-Kivu
- 8 Tshopo
- 9 Equateur

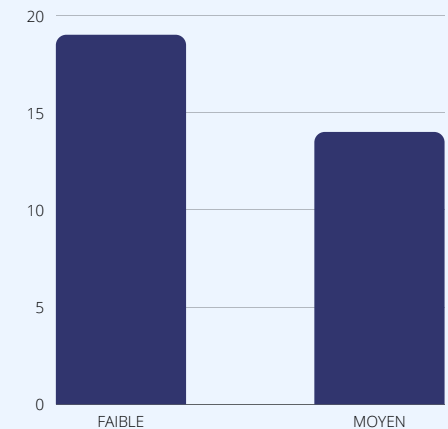


## A propos du bulletin

Ce bulletin répond aux rumeurs qui circulent dans les communautés, en ligne et sur les plateformes de médias sociaux autour des élections et du processus électoral en RDC.

La collecte se fait sur le terrain par les Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP) de neuf provinces, et en ligne sur les réseaux sociaux et les sites web par NEXT CORP et CONGO CHECK.

## ANALYSE DES CATÉGORIES DES COMMENTAIRES COLLECTÉS DANS LA COMMUNAUTÉ



Les rumeurs abordées dans ce numéro ont été triées parmi celles ayant un niveau de risque moyen pour éviter qu'elle se transforme en un niveau élevé pouvant entacher le processus électoral.



## Rumeur #1

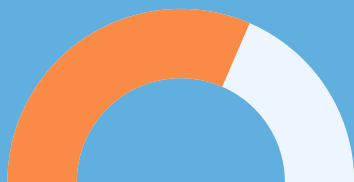
Récoltée au Nord-Kivu

“ Le gouvernement finance les groupes armés au Nord-Kivu pour faire la guerre pour qu’il n’y est pas élection en 2023



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



MOYEN

## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Deux éléments se dégagent de cette affirmation. En premier lieu, la question du financement des groupes armés, puis celui du doute qui s’installe dans les communautés sur la volonté du gouvernement de préparer les élections. Il est arrivé en RDC que les élections ne soient pas organisées dans certaines parties du pays suite aux violences armées ou à une crise sanitaire. C’est ce qui s’est passé à Beni (Nord-Kivu) et à Yumbi (Mai-Ndombe).

Une enquête du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l’Homme (BCNUDH) avait pu confirmer qu’au moins 535 hommes, femmes et enfants avaient été tués et 111 autres blessés dans les localités de Yumbi, Bongende et Nkolo II (Mai-Ndombe). Près d’un millier de bâtiments, principalement des maisons mais aussi des églises, des écoles et des centres de santé avaient été détruits ou pillés. Des civils et des militaires avaient été arrêtés par les autorités. Des acteurs politiques ont été cités dans cette affaire, mais la procédure judiciaire est en cours. La CENI n’avait pas pu organiser l’élection présidentielle dans cette partie du territoire national en décembre 2018. Les élections législatives avaient été reportées en mars 2019.

Les élections générales dans les circonscriptions électorales de Beni, Beni-Ville et Butembo-Ville, dans la province du Nord-Kivu, également prévu le 30 décembre 2018, avaient fait l’objet d’un calendrier spécifique. Cette décision avait été motivée par la propagation de l’épidémie d’Ebola, selon la CENI. Cette décision avait suscité la colère d’une partie de la population de ces territoires.

Par ailleurs, certains politiciens sont accusés être impliqués dans les conflits armés notamment dans l’Est du pays. De son côté, l’actuel exécutif rassure : « Nous sommes un gouvernement responsable, nous ne pouvons pas financer les groupes armés », a confié Patrick Muyaya, Ministre de la Communication et des Médias, à notre bulletin.



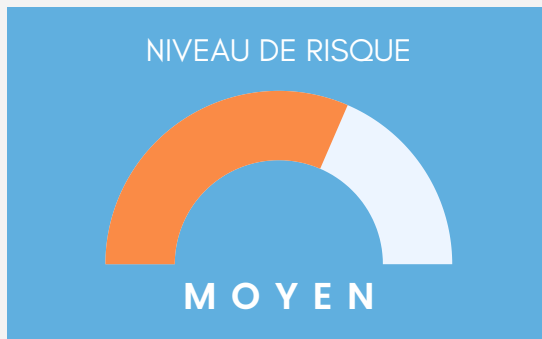
## Rumeur #2

Récoltée en Equateur

“ Les élections n’auront pas lieu en 2023. Tshisekedi va faire comme Kabila



Discussion communautaire



## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Le gouvernement et la CENI assurent que tout est mis en œuvre pour organiser les élections sur l’ensemble du territoire. De son côté, l’actuel exécutif rassure : « Nous sommes un gouvernement responsable, nous ne pouvons pas financer les groupes armés », a confié Patrick Muyaya, Ministre de la Communication et des Médias, à notre bulletin.

Concernant l’organisation des élections, Denis Kadima, président de la CENI, a également confirmé le respect du délai constitutionnel. « Sur ce plan, ça ne changera pas. Même s’il y a des retards, nous essayons toujours de les combler en multipliant l’effort, en augmentant le nombre de gens, etc. Nous sommes toujours dans la logique des élections dans le délai constitutionnel », a-t-il dit dans une interview accordée à actualite.cd le 15 juillet 2022.



## Rumeur #3

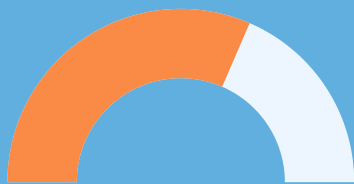
Récoltée au Kasai-Central

Le gouvernement organise le recensement général de la population pour obtenir le glissement de deux ans



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



MOYEN

## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

La question du recensement général de la population réapparaît à chaque processus électoral. La société civile et les opposants craignent qu'il s'agisse d'un argument pour retarder l'organisation des élections. Au début du processus d'organisation des élections de 2023, le gouvernement voulait coupler les opérations d'enrôlement des électeurs et celles du recensement pour des raisons économiques. L'Institut National de la Statistique (INS), l'Office National de l'Identification de la Population (ONIP) et la CENI devaient travailler ensemble sur cette question. Mais rapidement, Denis Kadima, président de la CENI, avait alerté en présentant les délais non extensibles du planning électoral. Un compromis a finalement été trouvé.

« Nous allons donner à l'ONIP [Office national de l'identification de la population] le fichier des électeurs auquel nous allons ajouter des éléments supplémentaires dont ils ont besoin. Ainsi, ils vont les intégrer dans le fichier général de la population », a affirmé le président de la CENI dans une interview accordée à actualite.cd le 5 juillet 2022, ajoutant que la centrale électorale a pris de l'avance sur les deux autres institutions. « Personne ne veut un glissement du calendrier. Nous avons pu obtenir que nous puissions avancer sur base de l'enrôlement de la population qui tient compte du recensement de la population », a-t-il conclu.



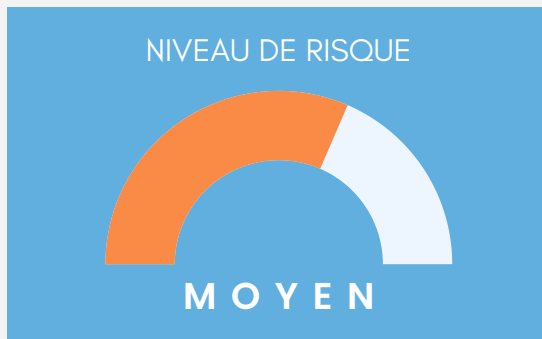
## Rumeur #4

Récoltée au Kasai-Central

“ La CENI et le gouvernement veulent imposer la machine à voter afin de faciliter la tricherie aux élections



Discussion communautaire



## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Comme lors du processus électoral en 2018, certains acteurs politiques s'opposent à l'utilisation de la machine à voter. Par exemple, ensemble pour la République veut créer un front commun contre le vote électronique et ses responsables politiques ont fait plusieurs déclarations en ce sens.

De son côté, la CENI promet une plus grande transparence dans la publication des résultats. « Les résultats des prochaines élections seront ventilés par bureau de vote (...). La transparence est inéluctable. Car si l'on ne publie pas les résultats par bureau de vote, ce sera difficile de croire en la véracité des résultats », avait déclaré Denis Kadima au cours d'une émission sur VOA-Afrique, le 22 février 2022.



## Rumeur #5

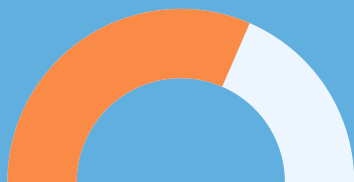
Récoltée en Equateur

“ Les élections dans notre pays n’ont aucune importance parce que les élus ne s’occupent que de leurs intérêts privés



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



MOYEN

## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Cette affirmation semble corroborer un certain désintérêt et de doutes sur la transparence des scrutins de la part des citoyens marqué par les taux d’abstention en hausse lors des trois dernières élections.

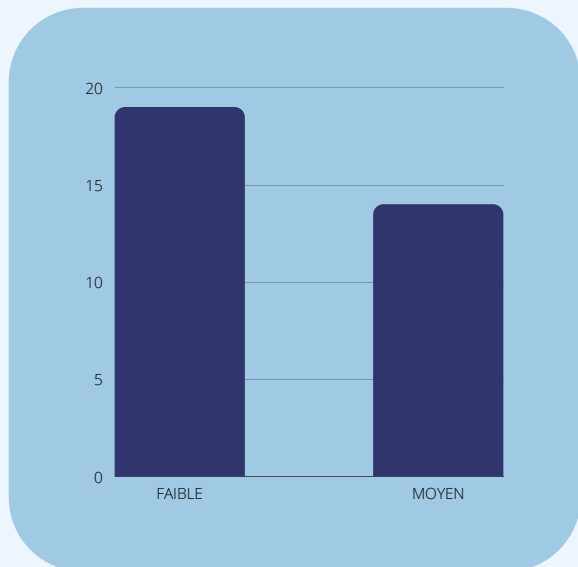
Cependant, cette opinion constitue paradoxalement un frein au développement des processus démocratiques puisque, sans vigilance et participation citoyens aux processus de transparence et de redevabilité dont font partie les élections, aucun changement démocratique n’est possible.

Il existe donc, au-delà de la question des élections - un besoin d’éducation et d’information sur les processus de transparence et de redevabilité vers les citoyens congolais afin que les élections soient comprises qu’une étape dans les processus démocratiques et non une fin (la désignation des mandataires des pouvoirs exécutif et législatifs). Avant les élections de 2006, les premières élections municipales de 1954, organisées dans quelques communes, sans vote des femmes, avaient connu également un faible taux de participation, rappelle Nestor Maroyi, expert électoral et professeur à Ecofoleaders.

Enfin, les élections permettent à la RDC de se doter du gouvernement légitime et stable de manière pacifique.

# ANALYSE

## Niveau de risque

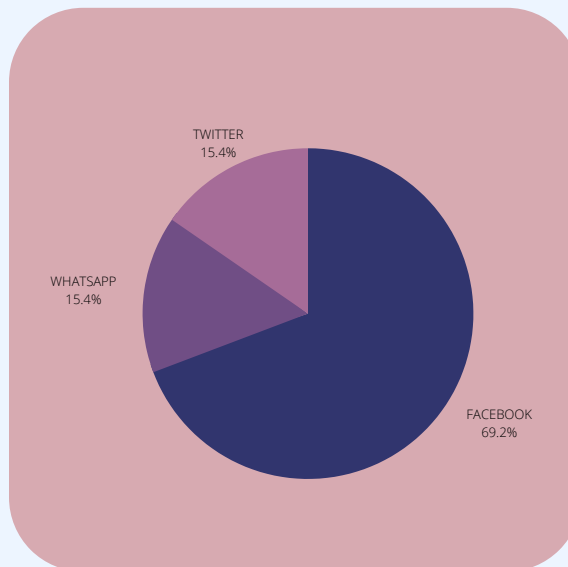


Du 22 juillet au 02 août 2022, nous avons collecté 33 rumeurs dans les neuf provinces du projet. 13 proviennent en ligne sur médias sociaux et 20 proviennent de la collecte en face à face.

De ces rumeurs, 19 ont un niveau de risque faible et 14 un niveau moyen de risque.

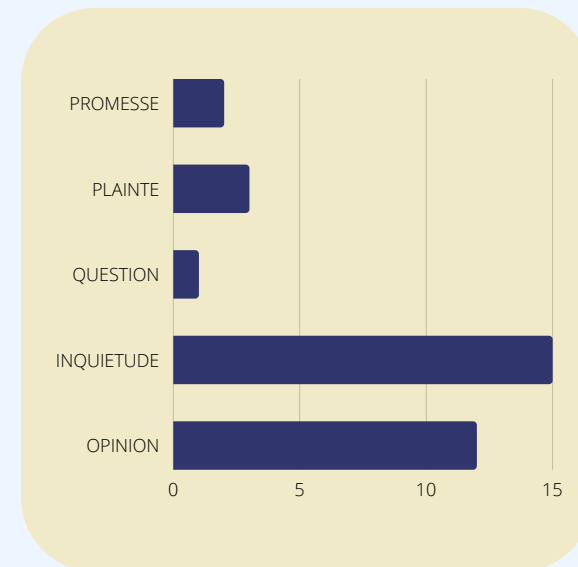
Les rumeurs abordées dans ce numéro ont été triées parmi celles ayant un niveau de risque moyen pour éviter qu'elle se transforme en un niveau élevé pouvant entacher le processus électoral.

## Canal de partage des commentaires



Pour cette période, nous avons trouvé que Facebook est le média social qui a plus été utilisé pour partager les rumeurs qui circulent autour des élections en République Démocratique du Congo.

## Type de Commentaire



La majorité de rumeurs collectées pendant cette période reflète l'inquiétude de la communauté concernant la tenue des élections. Elle manifeste un doute sur le respect du calendrier électoral ainsi que la volonté politique pour l'organisation des élections.

Les opinions partagées dans la communauté montre l'impatience de la population qui souhaite que les élections soient organisées dans le temps prévu.



**Vous voulez nous  
donner votre avis,  
vous impliquer ou  
partager des données ?**

**Nous aimons discuter !**

Contact:  
Thérèse Ntumba

✉ [info@actualite.cd](mailto:info@actualite.cd)

☎ +243 971 189 467

# PARLONS ÉLECTIONS

EDITION N° 1

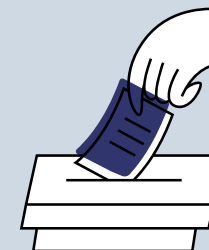
22 JUILLET - 2 AOUT 2022

Consulter également :



Parlons élections :  
les éditions suivantes

<https://lokutamabe.com/>



Ce bulletin est produit par Kinshasa News Lab avec l'appui technique d'Internews dans le cadre du programme Media Sector Development Activity (MSDA)

**Date de publication : 8 Août 2022**

